

Pièce n° 0

2025F0003EAOOC

**Fourniture et livraison de calcaire d'origine terrestre
pour la neutralisation des eaux destinées à la
consommation humaine**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

**Date limite de remise des offres et des échantillons :
Vendredi 14 février 2025 à 16h00**

Article 1 - Acheteur

Le marché public est passé par l'acheteur sous le statut du pouvoir adjudicateur conformément aux articles L.1210-1 et L.1211-1 du code de la commande publique.

Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle
ci-après dénommé « SDEA »
Espace européen de l'entreprise
Schiltigheim - BP 10020
67013 STRASBOURG Cedex
Tél. : 03 88 19 29 19

Pour toute question d'ordre technique et/ou administratif relative à la présente consultation, veuillez utiliser l'outil « question/réponse » de la plateforme Alsace Marchés Publics via ce lien : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>.

Référent achats : Olivier MULLER (olivier.muller@sdea.fr)

La représentation de l'acheteur se fait selon les règles habituelles en vigueur au SDEA.

Article 2 - Objet et étendue de la consultation

Le présent marché public est un marché de fournitures.

Il a pour objet la fourniture et la livraison de calcaire d'origine terrestre pour la neutralisation des eaux destinées à la consommation humaine.

Le marché public n'est pas décomposé en tranches.

Article 3 - Conditions de la consultation

3.1 Procédure de passation

Le présent marché public fait l'objet d'une procédure d'appel d'offres ouvert prévue par les articles L.2124-1, L.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique.

Ce marché résulte de la décision de déclaration sans suite de la procédure concernant le marché n° 2024F0211AAOOC ayant le même objet.

3.2 Forme du marché public

Le marché public prendra la forme d'un accord-cadre à bons de commande qui sera conclu avec un opérateur économique.

Il s'exécutera dans le cadre des montants suivants sur une durée de 4 ans :

Montant minimum : 50 000 € HT pour la durée de l'accord-cadre,

Montant maximum : 600 000 € HT pour la durée de l'accord-cadre.

3.3 Date et heure limite de réception des plis

Les offres devront être transmises avant le 14/02/2025 à 16h00.

Au-delà de cette date, les offres reçues ou déposées seront éliminées sans qu'aucune contestation ne puisse être élevée.

Seules peuvent être ouvertes les offres qui ont été reçues au plus tard aux dates et heures limites fixées. Les offres qui sont reçues ou remises après ces dates et heures ne sont pas ouvertes.

Les offres et les "copies de sauvegarde" parvenues hors délai sont inscrites au registre des dépôts et sont rejetées.

3.4 Visite sur site

Sans objet.

3.5 Variantes

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées dans le cadre de la présente consultation.

3.6 Clauses sociales

La présente consultation ne comporte pas de conditions d'exécution à caractère social. Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L.2113-12 à L.2113-16 du code de la commande publique.

3.7 Langue

L'ensemble des documents remis à l'appui de l'offre des opérateurs économiques devra être rédigé en langue française. Dans l'hypothèse où les opérateurs économiques produisent un document en langue étrangère, ce document doit être accompagné d'une traduction en langue française.

Article 4 - Contenu et modalités de retrait du dossier de la consultation

4.1 Contenu du dossier de la consultation

Les documents de la consultation mis à disposition sont les suivants :

- **Le présent règlement de la consultation (RC) et ses éventuelles annexes ;**
- **L'acte d'engagement (AE) ;**
- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;**
- **Le protocole de livraison (annexe 1 au CCAP) ;**
- **Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;**
- **Le cadre de réponse technique (CRT).**

4.2 Informations complémentaires

4.2.1 Modification du dossier de la consultation

Le SDEA se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications aux documents de la consultation ou des réponses à des demandes de renseignements complémentaires.

Les soumissionnaires devront alors répondre sur la base du dossier modifié ou complété sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les candidats qui auront retiré le dossier de consultation en s'identifiant recevront une information par courriel.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limites de dépôt des offres.

4.2.2 Questions-réponses

Les candidats ont la faculté de poser des questions relatives à la présente consultation.

Pour ce faire, ils peuvent faire parvenir leurs questions uniquement sur la plateforme Alsace Marchés Publics (AMP) accessible via le lien : www.plateforme.alsacemarchespublics.eu. Ils adressent leurs demandes au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres. Aucune autre demande ne sera acceptée au-delà de cette échéance.

Article 5 - Candidatures

5.1 Présentation de la candidature

Pour sa candidature, l'entreprise utilisera les modèles de DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le DUME (document unique de marché européen).

Les DC sont disponibles ici : www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat

Si le candidat utilise le document unique de marché européen (DUME) d'une consultation antérieure, le candidat confirmera que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces ci-dessous.

Concernant la situation juridique de l'entreprise :

- Forme juridique de l'entreprise (formulaires DC1 et DC2) ;
- Déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun cas d'exclusion prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-5, L.2141-7 à L.2141-10, L.2341-1 à L.2341-3 ou L.2141-7 à L.2141-10 du code de la commande publique (à cocher dans le DC1).

Concernant les capacités économiques et financières :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires, portant sur les fournitures objet du contrat, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (à renseigner dans le DC2) ;
- Attestations d'assurance semestrielles ou annuelles à jour.

Concernant les références professionnelles et la capacité technique du candidat :

- Les moyens en personnel de l'entreprise et la part du personnel d'encadrement ;
- Les moyens matériels de l'entreprise ;
- Les références récentes et/ou certificats de capacité pour des fournitures similaires à l'objet du contrat sur les 3 années écoulées (ou titres d'études et/ou expérience professionnelle des responsables en cas d'entreprise nouvellement créée) ;
- Les éventuelles certifications, qualifications ou accréditations (ISO, MASE, COFRAC, etc.).

Si le candidat s'appuie sur d'autres opérateurs économiques, il produit une déclaration écrite de ces opérateurs apportant la preuve de la mise à disposition de leurs capacités professionnelles, techniques et financières, dans le cadre de l'exécution du marché.

Conformément à l'article R.2143-13 du code de la commande publique, les candidats peuvent opter pour la mise à disposition des documents de candidature sur un espace de stockage numérique à condition que l'acheteur public puisse y accéder gratuitement.

A titre d'information, la plateforme AMP (www.plateforme.alsacemarchespublics.eu) propose gratuitement à chaque inscrit un service "Espace documentaire - Coffre-fort Entreprise".

S'il a fait ce choix, le candidat précisera toutes les informations nécessaires pour permettre au SDEA d'accéder à cet espace de stockage et de procéder à l'analyse du dossier de candidature.

Il appartient au candidat de s'assurer de la mise à jour des documents qui y sont disponibles.

Le coffre-fort électronique vous permet de ne pas fournir à chaque consultation les mêmes pièces toujours valables (références, certification ISO, RIB, attestations d'assurance, etc.).

5.2 Examen des candidatures

La vérification des conditions de participation à la consultation peut intervenir à tout moment de la consultation et au plus tard avant l'attribution du marché. Si le SDEA constate avant de procéder à l'examen des candidatures que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous.

Il peut également demander à tous les candidats de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

La présente consultation n'exige pas de niveau minimum de capacité.

Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle exigée ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et/ou financières suffisantes pour l'exécution du marché public seront déclarées irrecevables.

En application des articles R.2144-1 à R.2144-7, R.2152-6 à R.2152-8, R.2152-11 et R.2152-12 du code de la commande publique, un soumissionnaire déclaré attributaire devra :

- Produire les certificats fiscaux et sociaux relatifs à l'exercice budgétaire précédant celui de la consultation, délivrés par les administrations et organismes compétents (cf. arrêté du 25 mai 2016 fixant la liste des impôts et taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession) ;
- Produire les différents justificatifs que le SDEA pourra demander en application des articles R.2143-5 à R.2143-15 du code de la commande publique ;
- Signer son AE (s'il ne l'a pas fait avant le dépôt de son offre).

Chaque attributaire disposera d'un délai approprié pour signer et/ou fournir les documents réclamés. Pour assurer la traçabilité des échanges, la demande sera transmise par l'intermédiaire de la plateforme de dématérialisation du SDEA. Si le candidat concerné ne produit pas lesdits certificats dans les délais impartis, son offre est définitivement rejetée.

En l'absence de signature des documents ou de production des attestations sollicitées au titre des articles R.2143-5 à R.2143-15 du code de la commande publique dans le délai demandé, son offre sera rejetée et le marché ou l'accord-cadre sera automatiquement attribué à l'opérateur classé immédiatement après lui dans le classement établi par le SDEA. Dans ce cas de figure, il sera également demandé au nouvel attributaire de fournir les mêmes justificatifs et/ou de signer les documents dans le même délai que l'attributaire initial.

Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Le SDEA pourra déclarer irrecevables les candidatures remplissant l'une des conditions décrites aux articles L.2141-7 à L.2141-11 et L.2341-5 du code de la commande publique.

5.3 Précisions sur les groupements

Dans le cadre de cette consultation, il est interdit de présenter une offre en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupement(s).

Les pièces administratives relevant de la candidature seront fournies par l'ensemble du groupement. Les capacités techniques, financières et professionnelles seront appréciées globalement pour l'ensemble du groupement conformément aux articles R.2142-25 et R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique.

5.4 Précisions sur la sous-traitance

La présentation d'un sous-traitant se fait à l'aide d'une déclaration de sous-traitance dûment remplie et signée par le sous-traitant et le candidat, comportant l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant.

Ce formulaire est disponible à l'adresse suivante : www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat

Article 6 - Offres

6.1 Présentation des offres

Les offres présentées par les candidats devront être conformes aux différentes pièces de la consultation ainsi qu'au présent règlement. Elles devront **impérativement** être composées des documents suivants :

- **L'acte d'engagement (AE) complété ;**
- **Le cadre de réponse technique (CRT) complété et ses éventuelles annexes ;**
- **L'échantillon demandé à l'article 6.2 du présent règlement de consultation ;**
- **Un relevé d'identité bancaire (RIB).**

Il n'est pas demandé de remettre le présent règlement de la consultation, les cahiers des clauses administratives particulières et générales, le cahier des clauses techniques particulières. La réponse à la présente consultation équivaut leur acceptation et validation complète par le candidat.

Les documents listés ci-dessus ne sont pas nécessairement à remettre signés par la personne habilitée à engager l'opérateur économique. Le cas échéant, le SDEA demandera à l'attributaire du marché de les signer à l'issue de la procédure et avant notification.

6.2 Échantillons

Chaque soumissionnaire devra remettre, en complément de son offre, les échantillons exigés dans le cadre de la participation à la présente consultation. **En l'absence d'échantillon reçu dans les délais et au cours de la consultation, l'offre sera jugée irrégulière et éliminée.**

Les échantillons ont pour objet :

1 échantillon de 1 kg (préparation, conditionnement du produit identique à celui proposé dans l'offre – pour plus de détails : cf. article 4.3 du CCTP).

Ils devront **impérativement** être déposés avant la date limite de réception des offres fixée dans le présent document. Les candidats doivent faire parvenir les échantillons, par tout moyen à leur convenance, à l'adresse indiquée à l'article "Acheteur" du présent document.

La référence de la consultation et l'objet du marché devront être indiqués sur le colis :

**MAGASIN du SDEA - ENTREE RUE DE MADRID
Responsable – Romain LANG
ECHANTILLONS concernant le marché n° 2025F0003EAOOC
A l'attention d'Emmanuel FELLMANN
Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle**

Espace européen de l'entreprise
1 rue de Rome
67300 SCHILTIGHEIM

Sur simple demande des soumissionnaires non-attributaires, les échantillons pourront être récupérés au SDEA dans le mois qui suit l'attribution.

Les frais de transport concernant l'envoi et le retrait des échantillons seront à la charge du candidat. Par ailleurs, les formalités et les frais de douane éventuels seront réglés par le candidat.

6.3 Critères de jugement des offres

L'examen des offres sera effectué dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Après élimination des offres inappropriées, irrégulières et inacceptables, les offres recevables seront appréciées et classées selon les critères définis ci-dessous :

Critères et sous-critères	Pondération
Prix	60 points
Valeur technique	40 points
Organisation dédiée au marché : effectifs et qualification du personnel de l'entreprise dédié au marché, nom et coordonnées d'un interlocuteur unique, les moyens et les procédés que l'entreprise mettra en œuvre pour la livraison des fournitures demandées (description de toutes les étapes depuis l'extraction jusqu'à la livraison sous forme d'un schéma avec délais pour chacune d'entre elle), nombre d'étapes de (re)conditionnement, stockage après fabrication, pérennité de l'approvisionnement, continuité de l'activité et des livraisons en cas de crise, facilité de manipulation, de vidange des matériaux livrés, etc.	14 points
Qualité du produit : granulométrie proposée, niveau de turbidité, capacité de traitement (consommation du produit par gramme de CO ₂ agressif), temps de contact moyen et densité.	12 points
Performance en matière de protection de l'environnement : description du cycle de vie du produit : origine et modalités d'extraction de la matière première, nature et détails des mesures compensatoires, procédé de séchage, résultat du bilan des émissions des gaz à effet de serre, moyens de transports utilisés pour l'approvisionnement et les livraisons, préparation, conditionnement du produit, etc., objectifs et actions du candidats pour réduire l'impact sur l'environnement des produits proposés, détails des indicateurs de performance environnementale suivis et mise en œuvre.	6 points
Responsabilité sociétale : politique de l'entreprise en lien avec le marché concernant l'emploi des personnes en situation de handicap, de réinsertion, les démarches de recherche et innovation, actions mises en œuvre en lien avec le devoir de vigilance et le respect des conventions internationales, notamment en matière de droit du travail et du droit de l'environnement.	4 points
Hygiène et sécurité : politique de l'entreprise en la matière, synthèse du contrôle qualité 2024 portant sur les paramètres bactériologiques et physicochimiques, etc. s'il existe, protections du personnel en contact avec le produit, déclinaisons concrètes de la politique de l'entreprise en matière de protection du personnel, analyses des risques, consignes à tenir, etc.	4 points

En cas d'erreur matérielle de calcul, le SDEA se réserve la possibilité de le modifier directement et d'établir son classement en tenant compte des montants éventuellement corrigés. La société attributaire sera ensuite tenue de confirmer son offre par écrit.

En application des articles R.2152-1 et R.2152-2 du code de la commande publique, toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation.

Conformément à l'article R.2161-5 du même code, toute offre pourra également faire l'objet d'une demande de précision.

6.4 Durée de validité des offres

Les offres sont valables 4 mois à compter de la date limite de remise des offres.

Article 7 - Négociation

Sans objet.

Article 8 - Transmission des offres

Seuls sont autorisés les dépôts électroniques.

Les documents demandés au présent règlement de consultation doivent donc être déposés sur le profil d'acheteur du SDEA : <https://plateforme.alsacemarchespublics.eu>

Les candidats sont invités à prendre connaissance du manuel « entreprise » disponible sur la plateforme pour connaître les modalités de retraits des dossiers de consultation, de dépôt des offres et des échanges sécurisés (notamment utilisés pour les demandes de précisions et les négociations, le cas échéant).

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

Copie de sauvegarde :

En application de l'article R.2132-11 du code de la commande publique et de l'arrêté du 22 mars 2019 modifié, les soumissionnaires qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis. Le SDEA n'autorise pas la transmission de copie de sauvegarde par voie électronique décrite à l'arrêté du 14 avril 2023.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- "Copie de sauvegarde" ;
- Numéro et objet du marché public ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus aux II et III de l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse précisée à l'article "Acheteur" du présent document.

Antivirus :

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en seront avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Aucun envoi par télécopie ou courriel ne sera accepté.

Les coordonnées des personnes qui répondent aux consultations (noms, qualité, adresse physique, courriel, téléphone) sont consignées par le SDEA pour le suivi des offres dans le cadre de ses marchés, et pour ses démarches pédagogiques dans le cadre de la dématérialisation des marchés. Les personnes concernées ont un droit d'accès, de rectification et d'opposition aux données les concernant ; il peut être exercé auprès du délégué à la protection des données du SDEA aux coordonnées postales du SDEA ou par mail à contact.cil@sdea.fr.

Article 9 - Modalités essentielles de financement

Autofinancement.

Article 10 - Acceptation du présent règlement

La participation à la présente consultation emporte pour le candidat l'acceptation, sans réserve d'aucune sorte, du présent règlement.